

# Ventes d'armes de la France : le déshonneur

Alain REFALO

Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées



Que de réjouissances ! Que de sourires aux lèvres il nous a été donné de voir sur les écrans de nos télévisions ces derniers jours ! La France était fière et heureuse de décrocher un contrat de 6,3 milliards d'euros pour la vente de 24 avions Rafale à l'émirat du Qatar. Tous les journaux télévisés en ont fait leur une. « C'est une fierté pour le pays », a claironné François Hollande, heureux comme un gamin qui ramène enfin une bonne note à la maison. Et toute la classe politique, à droite comme à gauche, a renchéri de superlatifs pour se féliciter de cette « aubaine » commerciale. La seule voix discordante est venue des écologistes qui avait déjà dénoncé officiellement la vente de Rafale à l'Égypte au mois de février. *« Il y a une sorte d'incongruité à voir le président de la République et Mme Merkel contribuer à une paix fragile entre l'Ukraine et la Russie, et le lendemain, entendre ce même président de la République se féliciter d'avoir vendu 24 Rafale à un dictateur dans une région qui est déjà une poudrière »*, s'est indigné le député EELV Noël Mamère.

## La France ferme les yeux

Pour finaliser cette vente au Qatar, le ministre socialiste de la défense a effectué pas moins de dix déplacements en trois ans dans cette monarchie pétrolière du Golfe, qui nous le savons n'est pas un exemple de respect des droits de l'homme, où la charia est la loi, où l'homosexualité peut être punie de mort et qui est soupçonnée d'entretenir des relations troubles avec certaines organisations terroristes. Mais dans ce genre de commerce, on ne s'embarrasse pas de grands principes. La France, « patrie des droits de l'homme », ferme régulièrement les yeux sur les pratiques peu recommandables des pays auxquels elle vend des armes. Ce commerce de la honte dans lequel la France excelle a trouvé une illustration récente avec les contrats d'armements conclus avec l'Égypte.

Il y a quelques semaines, un contrat de 5,2 milliards d'euros était passé avec l'Égypte pour la vente de 24 avions Rafale. L'Égypte ? Un pays où plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, un pays où les atteintes aux droits de l'homme sont en augmentation, où les manifestations sont violemment réprimées avec des tirs à balles réelles, où les exécutions capitales massives se multiplient. Dès 2011, Amnesty International avait demandé la suspension des transferts d'armements vers l'Égypte pour cause de graves violations des droits de

l'homme (tortures et violences sexuelles dans les commissariats, prisons et centres de détention secrets, etc.) Il est indéniable que les armes françaises vendues à l'Egypte ne sont pas seulement utilisées pour des motifs de défense nationale, mais servent également à réprimer dans le sang les révoltes de la population.

Pourtant, la France est signataire de plusieurs traités, comme la position commune de l'Union européenne et le Traité de contrôle des armes, qui est en vigueur depuis décembre 2014. Ces traités imposent à leurs signataires « *d'évaluer l'attitude du pays destinataire à l'égard des droits de l'homme* » et de « *refuser l'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que la technologie ou les équipements militaires servent à la répression interne* ». Les États signataires doivent « *faire preuve d'une prudence toute particulière en ce qui concerne la délivrance d'autorisations aux pays où de graves violations des droits de l'homme ont été constatées* » et prêter attention à la situation économique du pays et à la cohérence entre ses besoins et ses commandes. Il est évident que la France ne respecte pas ces traités qu'elle a pourtant signés. Qui s'en offusque ?

### **Vendre des armes, c'est exporter la guerre**

Faut-il rappeler à ceux qui nous gouvernent que les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. Ce ne sont pas des biens de consommation..., mais des biens de destruction. Vendre des armes, c'est exporter la guerre. C'est alimenter, indéfiniment, les conflits régionaux avec des engins de mort toujours plus sophistiqués et toujours plus dévastateurs. Vendre des armes, c'est alimenter le terrorisme international qui se nourrit des guerres et des traffics d'armes qui prospèrent sans limites. Comment peut-on se réjouir de participer à un tel commerce qui apporte morts et destructions dans des pays dont la population, bien souvent, souffre de la misère et de la dictature. Ces femmes et ces hommes politiques, faut-il qu'ils aient perdu tout sens moral pour se réjouir de vendre des armes qui détruiront des villes entières, qui tueront sûrement des milliers d'innocents ?

Ce n'est pas un antimilitariste qui le dit, mais un journaliste du *Nouvel Observateur*, l'un des rares à avoir osé une voix dissonante dans ces concerts de louanges aux ventes d'armes. Commentant la vente d'avions Rafale à l'Egypte à l'occasion de laquelle il dénonce courageusement des « cocoricos déplacés », Pascal Riché écrit : « *Ces marchés militaires nourrissent un système industrialo-militaire opaque, qui repose sur les commissions occultes gigantesques. Des élites corrompues, dans le monde entier, se sont engraisées grâce à ces ventes, dans des pays où la pauvreté est endémique. Comment peut-on se réjouir de participer à un tel système ?* » (*Nouvel Observateur*, 13 février 2015). Oui, comment la France peut-elle continuer à se réjouir, dans ce monde malade de la violence et de la guerre, de renier à ce point l'idéal de fraternité qu'elle n'exporte plus ?

Les ventes d'armes françaises se portent bien, merci. Malgré une chute en 2012, la France a retrouvé son niveau de 2011, soit 6,5 milliards de commandes en 2014. Elle est au 4ème rang mondial des exportateurs d'armes, derrière les Etats-Unis, le Royaume Uni et la Russie. Ses principaux clients sont Singapour, les Emirats arabes unis, la Grèce, divers partenaires de l'OTAN, et pas mal de pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord. Ces dernières années, la France a vendu des armes à la Lybie du colonel Khadafi, au Tchad, à Israël, à la Syrie (notamment des munitions entre 2005

et 2009 qui serviront à la sanglante répression menée par Bachar El Assad). Au nom de l'emploi, au nom du business, tout est permis. Ceux qui osent contester ces ventes d'armes qui rapportent tant sont forcément des naïfs et des anti-patriotes... Et pourtant, la réalité est un peu plus complexe.

Ainsi, concernant le Rafale, l'argument économique ne tient pas. En effet, depuis trois décennies, la France finance à bout de bras ce programme de l'entreprise Dassault. L'Etat s'est engagé vis à vis de l'industriel pour une production de 220 avions. L'armée française a passé commande de 180 avions, dont 137 ont été livrés. Ce programme a déjà coûté **45 milliards d'euros** aux finances de l'Etat et donc aux contribuables. Comme le suggère Pascal Riché, cité plus haut, il serait temps que la Cour des comptes mette son nez dans cette affaire pour mettre en lumière cet immense gaspillage de l'argent public. Et ce ne sont pas les derniers contrats conclus avec l'Egypte et le Qatar qui permettront de compenser ces pertes.

### **Contrôler les ventes d'armes, reconvertir les industries d'armement**

Ce sujet des ventes d'armes n'est pas anecdotique. Il est le symbole, avec la dissuasion nucléaire, du reniement le plus absolu des valeurs historiques de la gauche, des principes de la République et de l'éthique en politique. On se souvient que François Mitterrand, visitant le salon du Bourget en 1981, avait hypocritement demandé à ce que les avions de guerre (de Dassault) exposés soient désarmés... (ils l'ont été une journée en effet...). Cet « antimilitarisme » de circonstance avait été de courte durée. La réalpolitik avait vite repris ses droits, et sous ses deux mandats, la France était devenue l'un des tout premiers marchands d'armes au monde, et même le premier vis à vis de ce que l'on appelait alors le « Tiers Monde ». Même si Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, formulait encore quelques réserves pour se donner bonne conscience : « *Un pays à régime totalitaire insupportable ne doit pas avoir d'armes françaises utilisables dans la répression* » (*Le Nouvel Observateur*, 4 juillet 1981), il n'en reste pas moins que les socialistes au pouvoir ont continué et développé la même politique d'armement que la droite, y compris en direction des pays dont le gouvernement réprime férocement la population. Aujourd'hui, ces scrupules ont totalement disparu.

Au moment des révolutions arabes, l'hypocrisie était à son comble : d'un côté on soutenait les populations qui se révoltaient contre des régimes tyranniques, d'un autre côté on vendait des armes à ces mêmes régimes pour les aider à réprimer les contestations populaires. « Les gouvernements professant actuellement leur solidarité avec la population de ces pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont les mêmes que ceux qui jusqu'à récemment fournissaient les armes, les munitions et autres équipements militaires et de police utilisés pour tuer, blesser et soumettre à des arrestations arbitraires des milliers de manifestants pacifiques dans des États tels que la Tunisie et l'Égypte, et qui sont actuellement encore employés par les forces de sécurité en Syrie et au Yémen », affirmait Helen Hughes, principale spécialiste du commerce des armes ayant contribué aux rapports d'Amnesty International (*L'Humanité*, 10 novembre 2011).

Le commerce des armes se nourrit de l'indifférence de l'opinion publique. C'est notre passivité et notre silence qui permettent au complexe militaro-industriel de continuer son oeuvre néfaste, loin de toute contrôle citoyen et démocratique. Car en la matière,

c'est l'opacité qui domine, comme le dénonce régulièrement Amnesty International. L'absence de transparence dans les informations délivrées par le ministère de la Défense limite la possibilité d'un contrôle régulier et d'un suivi des exportations d'armes françaises, notamment par les parlementaires. Sans transparence, pas de contrôle possible. Il est urgent que le politique reprenne ses droits face à un lobby militaro-industriel, qui, au nom des « impératifs » de la technologie, et non pas des besoins de défense, ne cesse d'inventer et de produire des armes toujours plus sophistiquées et donc toujours plus « attrayantes ». La technologie supplante le politique qui se voit ensuite contraint de jouer les VRP des marchands de canons afin de mieux rentabiliser ces engins de mort.

C'est pourquoi il faut redire que la reconversion des industries d'armement est un impératif catégorique, tant pour des raisons économiques qu'éthiques. A investissement égal, la proportion d'emplois créés dans les industries d'armement est moindre que dans la plupart des industries et secteurs civils. Il est donc faux d'affirmer qu'une politique de reconversion susciterait davantage de chômeurs. Au nom de la défense de l'emploi, ce qui est un argument fallacieux, il n'est également plus possible de fermer les yeux sur les finalités de cette production immorale et de s'en laver les mains au prétexte que d'autres, de toute façon, le feront. L'éthique n'est pas divisible et les valeurs que nous prétendons défendre (surtout après le 11 janvier) non plus. La France s'honorerait à mettre un terme à ce commerce de la mort en engageant une véritable politique de reconversion de ses industries d'armement. Mais qui en aura le courage ? Qui en aura la volonté politique ?

6 mai 2015